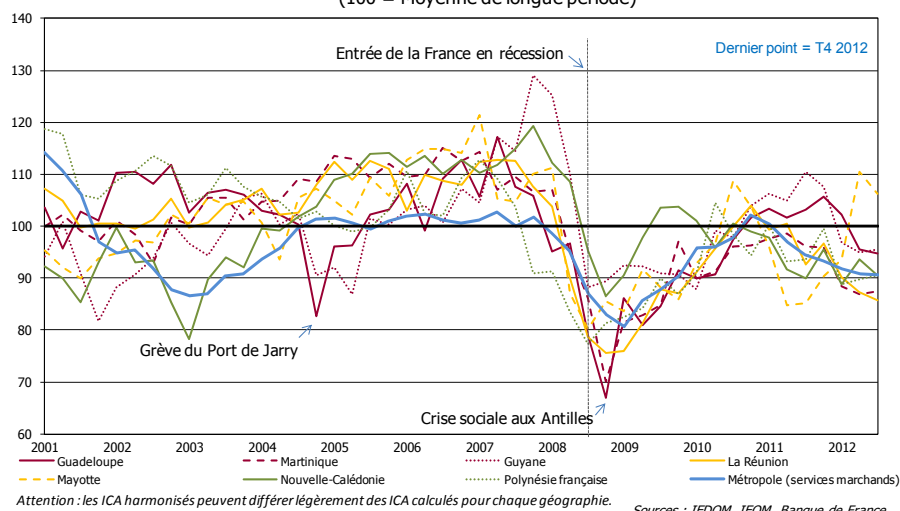


## Conjoncture Outre-mer 4<sup>e</sup> trimestre 2012

### POURSUITE DU FLÉCHISSEMENT DE L'ACTIVITÉ

L'activité poursuit son mouvement de repli dans l'ensemble de l'Outre-mer français, à l'exception de Mayotte. Dans un contexte d'essoufflement de la croissance mondiale au quatrième trimestre, les chefs d'entreprise ultramarins font preuve d'attentisme quant à leurs investissements. Tandis que la hausse des prix en glissement annuel marque une certaine poussée au quatrième trimestre, notamment dans les DOM, la consommation stagne ou se replie, sauf à Mayotte et à La Réunion. Dans ces conditions, l'indicateur du climat des affaires (ICA) continue de se dégrader dans l'ensemble des géographies sauf pour Mayotte, où la situation économique reste néanmoins fragile. En dehors de ce territoire, les prévisions d'activité sont globalement pessimistes, notamment à la Martinique, à La Réunion et en Nouvelle-Calédonie. Une légère amélioration est toutefois attendue en Polynésie française.

**Indicateur du climat des affaires**  
(100 = Moyenne de longue période)



#### VERS UNE LÉGÈRE ACCÉLÉRATION DE LA CROISSANCE MONDIALE EN 2013 ?

Après une accélération au troisième trimestre 2012 expliquée essentiellement par la hausse des stocks, la croissance mondiale s'essouffle au quatrième trimestre, s'inscrivant à 3,2 % sur l'ensemble de l'année 2012. Selon le FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,5 % en 2013, tirée par les pays émergents et en développement, tandis que les facteurs pesant sur l'activité s'affaibliraient. Toutefois, la reprise sera plus lente que prévu et les risques de dégradation de l'activité demeurent élevés. Aux Etats-Unis, la croissance a été nulle au quatrième trimestre, alors qu'elle s'établissait à 0,8 % au troisième trimestre. Elle s'est élevée en moyenne à 2,3 % en 2012 et devrait ralentir en 2013 à 2,0 %. La croissance de la consommation devrait se raffermir grâce à l'amélioration de la situation financière des ménages liée au redressement du marché immobilier et aux conditions favorables sur les marchés financiers.

Le PIB réel de la zone euro s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre. L'activité des pays de la périphérie a encore été plus déprimée que prévu, ce qui a impacté de manière plus marquée les pays du cœur de la zone. Les conditions d'emprunt du secteur privé ne se sont pas encore améliorées en dépit des mesures prises par les pouvoirs publics pour réduire les risques et améliorer la situation financière des pays et des banques de la périphérie. Le FMI table sur une croissance négative sur l'année 2012 (-0,4 %) de même qu'en 2013 (-0,2 %).

Selon l'INSEE, le PIB de la France se serait replié de 0,3 % en volume au quatrième trimestre et la croissance serait nulle pour 2012. Le recul du quatrième trimestre est notamment imputable aux variations de stocks et à la baisse de l'investissement. Le FMI prévoit une croissance de 0,3 % de l'économie française pour 2013.

Des politiques monétaires accommodantes ont permis une accélération de la croissance dans de nombreux pays émergents et en développement mais la faiblesse de la demande de même que des goulets d'étranglement de l'offre ont constitué des freins dans certains pays tels que le Brésil et l'Inde. La croissance du PIB dans le groupe des pays émergents et en développement s'élève à 5,1 % en 2012 et devrait s'accroître en 2013 à 5,5 % sans atteindre les niveaux de 2010 et 2011.

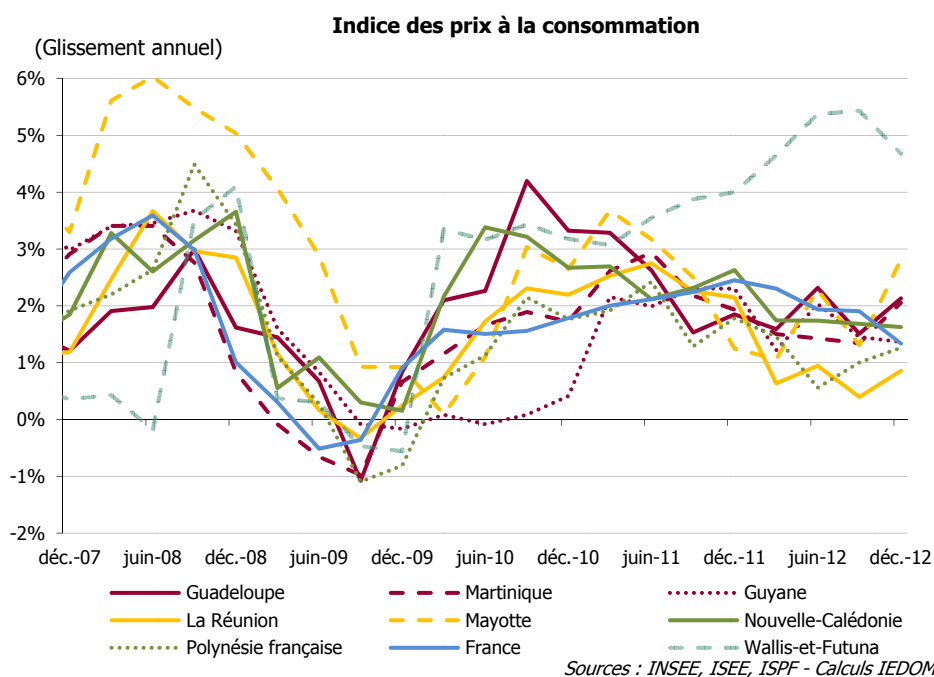
Sources : FMI (Mise à jour du World Economic Outlook, janvier 2013), INSEE, OCDE

## PROGRESSION CONTRASTÉE DES INDICES DE PRIX

La hausse des prix s'accélère sur la fin de l'année, tout en restant contenue puisqu'elle s'établit en glissement annuel à +1,5 % pour l'ensemble des DCOM après +1,1 % pour l'ensemble des DCOM après +1,1 % au trimestre précédent. Cette poussée est principalement due aux DOM où les prix augmentent plus rapidement qu'au troisième trimestre (+1,5 % après +1,0 %). Sur la même période, l'évolution du glissement annuel des prix est moins marquée dans les COM (+1,4 % après +1,3 % au trimestre précédent).

Dans les DOM, les hausses de prix s'échelonnent de +0,9 % à La Réunion à +2,8 % à Mayotte. Les prix progressent plus rapidement dans la plupart de ces géographies à l'exception de la Guyane où ils augmentent de 1,4 %. La Guadeloupe et la Martinique connaissent les poussées les plus fortes, la hausse des prix y redevenant légèrement supérieure à 2 %.

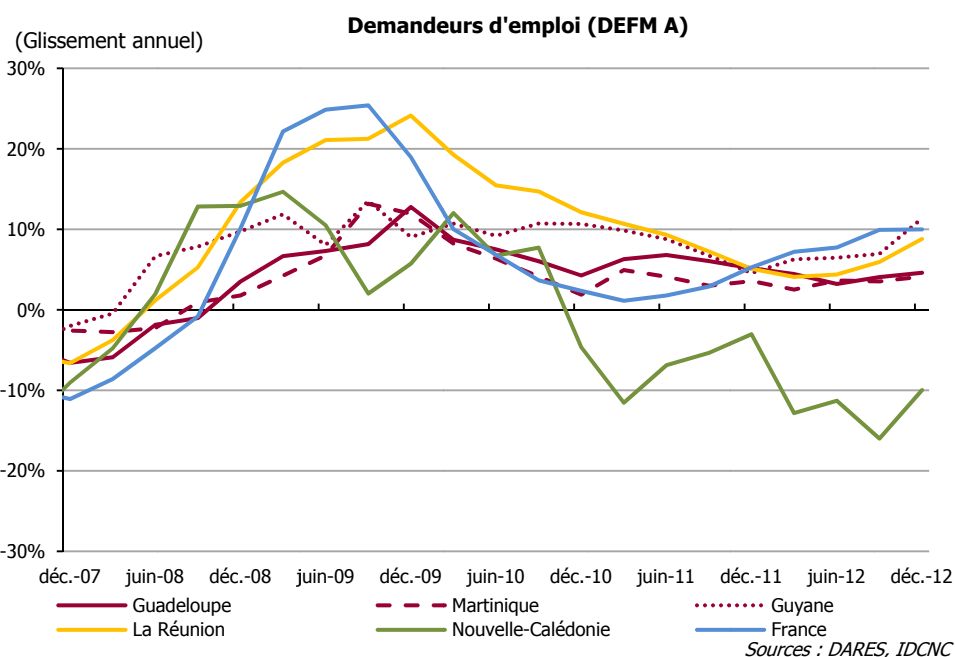
La situation est contrastée dans les COM avec une croissance des prix qui accélère en Polynésie française tandis qu'elle ralentit en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna. Cependant, le rythme de progression des prix dans ce dernier territoire demeure élevé (+4,7 %), nettement supérieur à celui de la Nouvelle-Calédonie (+1,6 %) et de la Polynésie française (+1,3 %) sur la même période. Le 1<sup>er</sup> mars le bouclier qualité-prix, qui est une des mesures de la loi de régulation économique Outre-mer, est entré en application dans les DOM ainsi qu'à Wallis-et-Futuna. Ce dispositif a pour objectif de faire reculer en moyenne de 10 % à 13 % les prix d'un panier de référence sur une centaine de produits de grande consommation.



## POURSUITE DE LA DÉGRADATION DU MARCHÉ DU TRAVAIL

A l'instar de la France dans son ensemble, la dégradation de la situation du marché du travail se poursuit dans les DCOM.

Le nombre de demandeurs d'emploi augmente pour le vingtième trimestre consécutif dans les DOM. A la Guadeloupe la progression du nombre de demandeurs d'emploi ralentit par rapport au trimestre précédent (+1,2 % après +2,1 %) tandis qu'elle accélère à La Réunion (+4,0 % après +2,9 %), l'offre d'emploi cumulée se contractant de 10,5 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, La Réunion et la Guyane enregistrent les plus fortes hausses du nombre de demandeurs d'emploi (respectivement +8,8 % et +11,4 %), supérieures à la moyenne des DOM (+7,2 %) et proches de celle de la France (+10 %). Une amélioration est observée en Guyane et à la Martinique, le nombre de demandeurs d'emploi s'inscrivant en baisse (respectivement de -0,4 % et de -1,1 %).



Dans les COM du Pacifique, le marché du travail est mal orienté par rapport au troisième trimestre. Il s'essouffle en Nouvelle-Calédonie, la demande d'emploi progressant de 3,2 % sur le trimestre. Il reste cependant bien orienté sur un an en dépit du repli des nouvelles offres cumulées sur l'année (-7,8 %) en lien avec une diminution significative des besoins de l'usine du Nord (-25 %). En Polynésie française, l'indice de l'emploi salarié recule tant par rapport au trimestre précédent que sur un an, la détérioration touchant la plupart des secteurs.

## LA CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

---

### Guadeloupe : nouvelle baisse de l'activité

L'indicateur du climat des affaires (ICA) est en léger retrait (-1,3 point) au quatrième trimestre, après avoir fortement baissé lors des deux trimestres précédents. Il demeure en deçà de sa moyenne de longue période (- 6,5 points) et atteint son niveau le plus faible depuis septembre 2010. Cette évolution s'explique principalement par l'appréciation négative portée par les chefs d'entreprises concernant la fin d'année 2012 : l'activité est jugée en baisse et la trésorerie se détériore.

Dans ce contexte économique dégradé, la consommation des ménages résiste mais affiche un moindre dynamisme. Les investissements s'inscrivent en hausse modérée.

La contraction de l'activité englobe l'ensemble des secteurs, y compris celui du tourisme où le début de la saison des croisières se situe légèrement en deçà des attentes des professionnels.

Toutefois, les chefs d'entreprise anticipent un accroissement sensible de leur activité en début d'année ainsi qu'une dégradation moins marquée de leur trésorerie, liée à une stabilisation de leurs charges.

### Martinique : morosité du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) est quasiment stable au quatrième trimestre, après quatre trimestres consécutifs de dégradation. Il s'établit à 84,8 points, soit 15,2 points en dessous de sa moyenne de longue période.

Le niveau d'activité peine à se redresser, dans un climat des affaires encore dégradé.

La consommation des ménages semble s'inscrire durablement dans une tendance baissière. Peu dynamique au troisième trimestre, elle marque un nouveau repli au dernier trimestre. Par ailleurs, l'absence de visibilité à moyen terme conduit à une nouvelle baisse des prévisions d'investissement des entreprises, qui continuent de se contracter, atteignant leur plus bas niveau depuis le quatrième trimestre 2009.

Les chefs d'entreprise indiquent que l'activité poursuit une tendance baissière dans une majorité de secteurs, notamment dans le commerce et le tourisme.

Les anticipations sont dans l'ensemble pessimistes pour le premier trimestre 2013.

### Guyane : poursuite de la dégradation de l'activité

Malgré une légère progression au quatrième trimestre 2012 (+0,6 point soit 95,5 points), l'indicateur du climat des affaires (ICA) demeure en deçà de sa moyenne de longue période. Cette évolution trimestrielle est principalement imputable aux appréciations moins pessimistes portées par les chefs d'entreprise sur la fin d'année 2012.

La consommation des ménages se replie tandis que l'investissement des entreprises affiche une moindre dégradation par rapport au trimestre précédent.

Le repli de l'activité concerne le commerce, les services marchands et l'industrie. L'hôtellerie, la construction et l'agriculture sont pour leurs parts bien orientées.

Les perspectives d'activité pour le premier trimestre 2013 sont disparates selon les secteurs et les prévisions d'investissement à un an, qui affichent une moindre dégradation, restent en baisse.

### La Réunion : nouvelle dégradation du climat des affaires

Le quatrième trimestre est marqué par une nouvelle dégradation de l'activité économique. L'indicateur du climat des affaires (ICA) diminue (-1,7 point), mais à un rythme moins soutenu qu'aux trimestres précédents. Il s'établit à 83,3 points et demeure bien en deçà de sa moyenne de longue période. Cette diminution est essentiellement imputable aux anticipations négatives des entrepreneurs sur le trimestre à venir. Leurs opinions pour le premier trimestre 2013 expliquent les trois quarts du recul de l'indicateur.

Les dépenses des ménages montrent quelques signes de reprise, après deux trimestres moroses. Les intentions d'investissement se contractent encore, traduisant les inquiétudes des entrepreneurs sur la conjoncture des mois à venir.

La baisse de l'activité touche l'ensemble des secteurs, à l'exception du BTP qui devrait cependant connaître un nouveau recul de son courant d'affaires début 2013 selon les chefs d'entreprise interrogés.

### Mayotte : maintien d'un climat des affaires favorable dans une économie encore fragile

Après une progression importante au trimestre précédent, l'indicateur du climat des affaires se replie certes légèrement au quatrième trimestre 2012 (-4,2 points) mais reste au-dessus de sa moyenne de longue période (+ 6,2 points). Malgré les opinions négatives des chefs d'entreprise sur le niveau d'activité économique du trimestre passé, la bonne orientation des anticipations pour le premier trimestre 2013 permet le maintien d'un climat des affaires favorable à Mayotte.

Dans un contexte de relative résilience, suite aux difficultés persistantes éprouvées depuis la fin de l'année 2011, la situation économique présente des signes de léger redressement depuis le troisième trimestre 2012. La consommation des ménages se redresse. Les intentions d'investir des chefs d'entreprise ralentissent ce trimestre mais restent néanmoins bien orientées.

Hormis dans le secteur du commerce pour lequel une dégradation de l'activité a de nouveau été enregistrée, les chefs d'entreprise font état d'une activité stabilisée, mais à un faible niveau, et de trésoreries nettement détériorées en raison des importants délais de paiement de leurs clients.

Les anticipations formulées par les chefs d'entreprise sur leur activité générale pour le début 2013 sont positives.

## Nouvelle-Calédonie : nouvelle dégradation du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie de 3,0 points au quatrième trimestre 2012. Il reste bien en deçà de sa moyenne de longue période (-10,2 points). Cette évolution s'explique par des prévisions pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir alors que l'activité est à nouveau jugée en baisse.

La consommation des ménages stagne. En revanche, l'investissement des entreprises se poursuit, malgré le manque de confiance affiché par les professionnels à moyen terme. Les intentions d'investir à un an sont plus dégradées qu'au trimestre précédent, traduisant le manque de visibilité pour les entrepreneurs.

Les orientations des indicateurs sectoriels sont contrastées : les secteurs des mines et du BTP se révèlent plus porteurs ce trimestre. La production métallurgique rebondit, soutenue notamment par le ferronickel et la reprise de production de l'usine du Sud. Le secteur du BTP se redresse, sous l'effet du démarrage de la construction du Médipôle et de plusieurs chantiers de travaux publics. En revanche, l'activité dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services s'infléchit. En ligne avec le début de la haute saison, l'activité touristique progresse, elle demeure néanmoins en retrait par rapport au dernier trimestre de 2011.

Les chefs d'entreprise anticipent dans leur ensemble la poursuite de la mauvaise orientation de l'activité le trimestre prochain.

## Polynésie française : activité toujours dégradée

Au quatrième trimestre 2012, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse légèrement (+0,6 point) pour s'établir à 89,1 points. Cette progression est cependant insuffisante pour évoquer une reprise de l'activité. En effet, l'indicateur du climat des affaires demeure très en dessous de sa moyenne de longue période.

Les mauvais résultats enregistrés sur la fin d'année, qui influent sur cet indicateur, sont en partie compensés par les opinions moins pessimistes des chefs d'entreprise sur les perspectives d'activité au premier trimestre 2013.

La consommation des ménages se redresse au dernier trimestre 2012. En revanche, les intentions d'investir à un an sont, une nouvelle fois, orientées à la baisse en raison des incertitudes qui affectent le moral des entrepreneurs. Les soldes d'opinion relatifs à l'investissement ressortent ainsi toujours très en deçà de leur moyenne de longue période.

Le ralentissement de l'activité observé dans l'ensemble des secteurs de l'économie polynésienne est particulièrement sensible pour le commerce, le BTP et les services. Pour ce dernier secteur comme pour le tourisme, une amélioration est toutefois attendue au premier trimestre 2013.

## Wallis-et-Futuna : dynamisme de l'activité économique

L'activité économique sur le Territoire est en nette progression au quatrième trimestre de 2012 après un troisième trimestre qui était déjà bien orienté. De nombreux indicateurs attestent d'une amélioration malgré les importants dégâts infligés par le cyclone *Evan*. La consommation des ménages progresse. L'investissement des entreprises reste stable sur le trimestre.

Le secteur du BTP, moteur de l'économie de Wallis-et-Futuna, affiche cependant une dynamique positive et contribue à soutenir l'activité sur le Territoire.

Une évolution positive est attendue au premier trimestre 2013 compte tenu des différents projets en cours de réalisation, notamment dans le secteur du bâtiment.